Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني

المركز الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا

الدورة الاستدراكية 2014

RS 53

المادة	الاقتصاد العام والإحصاء	مدة الإنجاز	2
الشعبة أو المسلك	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير : مسلك علوم التدبير المحاسباتي	المعامل	3

L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
Pour les calculs, retenez deux chiffres après la virgule
Evitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie

DOSSIER 1 : MARCHES, CROISSANCE ET DYSFONCTIONNEMENTS

DOCUMENT 1 : L'industrie de la brique au Maroc : une baisse d'activité

L'activité du secteur accuse une baisse de 20% depuis le début de l'année 2012. Elle est grevée par un ralentissement de la production du fait d'une surcapacité devenue structurelle au sein de la filière, doublée d'une fluctuation inédite des prix. La demande est certes là, alimentée en grande partie par les projets de logements sociaux, mais elle ne suffit pas à absorber l'offre. A vrai dire, il y a plus de deux ans que le secteur est tombé dans une situation de surcapacité, avec la mise en service de plusieurs unités pouvant produire 1 000 tonnes par jour, ce qui a pratiquement fait doubler la production en quelques années. Résultat : les stocks s'accumulent chez les producteurs. Et comme les possibilités de stockage de la brique sont limitées à un mois, en raison du caractère de ce matériau très consommateur en espace, plusieurs briquetiers ont été contraints de casser les prix, causant une grande instabilité sur le marché. En chiffres, les tarifs de la brique de 7 cm d'épaisseur, qui représente 70 à 80% de la demande sur le marché, ont démarré l'année à 2 DH l'unité. Ils ont chuté ensuite à 1 DH, pour se reprendre à 1,50 DH ces derniers jours en raison d'un léger sursaut de la demande.

Source : La Vie Economique du 29/06/2012

DOCUMENT 2 : Production céréalière et croissance économique au Maroc

Le taux de croissance (mesurée aux prix constants), de 4,8%, réalisé par l'économie nationale en 2013 résulte notamment d'une récolte céréalière record (97 millions de quintaux). En revanche, l'année 2014 marquerait une production céréalière moins importante avec toutes les implications négatives sur la balance commerciale, les réserves en devises et bien évidemment sur la croissance économique.

Agrégats de la comptabilité nationale au Maroc
(Les valeurs sont en millions de dh courants)

Années	2011	2012	2013*	2014**
Produit intérieur brut (PIB)	802 607	828 169	875 142	911 723
PIB en Volume (variation en %)	5,0	2,7	4,6	2,5
Valeur ajoutée du secteur primaire en volume (variation en %)	5,1	-7,2	14,7	-3,8
Revenu national brut disponible (RNBD)	843 224	863 548	931 992	965 134
Dépenses de consommation finale	619 270	**… ?...**	703 034	743 562
Epargne nationale brute	223 954	209 931	228 958	221 572

(*) Estimations (**) Prévisions

Sources : Finances News Hebdo du 23/01/2014 et Haut Commissariat au Plan ; Juin 2013

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

DOCUMENT 3 : Données relatives au marché du travail au Maroc

Les derniers chiffres du Haut Commissariat au Plan (HCP) concernant le marché du travail font état d'une création de 139 000 postes d'emploi avec un taux de chômage de **9,1%** en 2013. Cependant, selon les professionnels, le marché de l'emploi est dans l'ensemble assez morose. Il se trouve en effet que l'économie ne crée pas encore suffisamment d'emplois, surtout qualifiés, d'où, le haut niveau de chômage des diplômés. A cela s'ajoute une industrie qui détruit des emplois (27 000 emplois supprimés) et les emplois précaires qui prennent le pas.

Sources : La Vie Economique du15 /05/13 et Finances News Hebdo du 23/01/14

DOCUMENT 4 : Les prix à la consommation : tendance haussière

La dernière statistique publiée par le Haut Commissariat au Plan (HCP), à fin juin 2013, indique que les prix à la consommation ont augmenté de **……%** entre juin 2012 et juin 2013. Sur l'ensemble de l'exercice 2013, l'inflation, selon Bank Al Margrib, s'établirait à 2,1%. La banque centrale marocaine estime que ce niveau actuel demeure en ligne avec l'objectif de stabilité des prix.

Indice des prix à la consommation au Maroc (base 100 en 2006)

Eléments	Juin 2012	Juin 2013	Variation en %
Indice des produits alimentaires	117,5	**121, 3**	3,23
Indice des produits non alimentaires	105,3	106,9	1,52
IPC	110,4	112,9	**… ?…**

Sources : La Vie Economique du 07/08/2013 et Enquête des prix à la consommation, HCP (Direction de la statistique)

TRAVAIL A FAIRE : 7 points

N°	QUESTIONS	BAREME
1	**Voir l'Annexe 1** : Précisez la bonne réponse en indiquant ses coordonnées sur votre copie.	1 pt
2	Sur la base du **document 1** : a. Identifiez le type de marché selon l'objet ; b. Caractérisez ce marché selon : l'offre, la demande et le prix. (**Une caractéristique par composante**)	 0,50 pt 0,75 pt
3	A partir du **document 2** : a. Calculez : a1- la donnée manquante du tableau ; a2- les revenus et transferts nets de l'extérieur en 2013 ; b. Interprétez l'évolution du PIB en volume au Maroc pour la période 2011-2014 ; c. Expliquez en illustrant cette évolution.	 0,25 pt 0,50 pt 0,50 pt 0,75 pt
4	En vous référant au **document 3** : a. Lisez la donnée en gras encadrée ; b. Relevez une caractéristique du chômage au Maroc.	 0,50 pt 0,50 pt
5	Sur la base du **document 4** : a. Lisez la donnée en gras soulignée du tableau ; b. Calculez la donnée manquante du tableau ; c. Précisez le taux manquant dans le texte ; d. Expliquez l'inflation au Maroc en juin 2013 à partir des composantes de l'IPC.	 0,50 pt 0,50 pt 0,25 pt 0,50 pt

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

DOSSIER 2 : POLITIQUES ECONOMIQUES ET ECHANGES EXTERIEURS

DOCUMENT 5 : Maroc : ralentissement du crédit bancaire

Le crédit bancaire n'a évolué que de 3,1% en octobre 2013 par rapport au même mois de l'année 2012. À ce rythme, le taux de croissance de 4% du crédit bancaire fixé par Bank Al-Maghrib (BAM) pour l'année 2013 a toutes les chances d'être respecté.

L'actuelle évolution est attribuée notamment à la conjoncture difficile qui caractérise l'économie nationale en lien notamment avec la contraction de la demande étrangère. Par ailleurs, la situation actuelle des trésoreries bancaires, en manque chronique de liquidités, ne permet pas non plus d'octroyer davantage de crédits. En effet, les banques ne peuvent pas garder le même rythme d'octroi des prêts comme si l'on était dans une situation d'abondance de liquidités que le Maroc a connue il y a quelques années.

Source : Le Matin du Sahara du 02/12/ 2013

DOCUMENT 6 : Mise en œuvre de la politique monétaire au Maroc

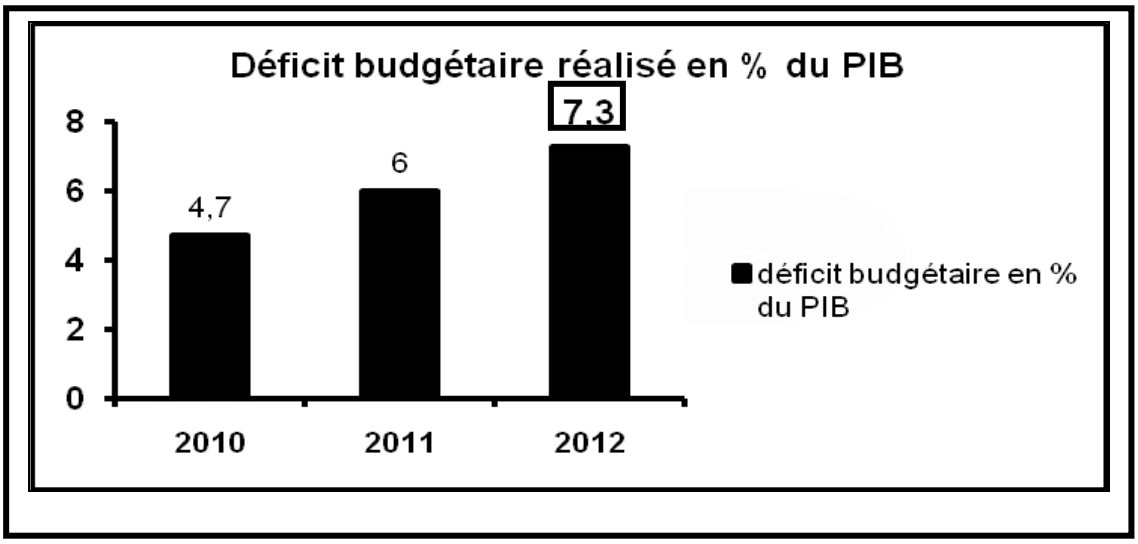
En vue de combler le déficit de liquidités des banques, Bank Al-Maghrib (BAM) est intervenue majoritairement au moyen des avances à 7 jours pour un montant moyen de 57,8 milliards de dirhams au cours du troisième trimestre de 2013, en hausse de 8,3 milliards de dirhams par rapport au niveau moyen injecté le trimestre précédent. Bank Al-Maghrib a également maintenu l'encours de ses opérations de refinancement à 3 mois à 20 milliards de dirhams, dont 6 milliards au titre des opérations de prêts garantis par des effets privés. En outre, BAM a accordé une opération d'avances à 24 heures pour un montant de 5 milliards de dirhams.

Source : Bank Al-Maghrib : Rapport sur la politique monétaire du 17/12/ 2013

DOCUMENT 7 : Projet de loi des finances 2014 au Maroc : rupture avec la relance

Dans un contexte de rupture des équilibres macroéconomiques, il était difficile de poursuivre les politiques de relance (par la demande, principalement) suivies jusque-là. C'est pourquoi, ce budget ne pouvait être, au mieux, qu'un budget de rigueur. Le gouvernement a agi à la fois sur la dépense et sur la recette. Sur la dépense, en coupant dans le budget d'investissement (baisse de 16%) et dans les charges communes et de fonctionnement, à travers la baisse des dépenses de compensation de 16,7%. En matière de recettes, le gouvernement prévoit de mettre en place de nouvelles taxations (en matière de TVA) et de supprimer certaines exonérations (concernant le secteur agricole).

Malgré ces mesures, il n'est pas certain que le déficit budgétaire en 2014 puisse être ramené à 4,9% du PIB, comme cela est prévu. Le Maroc peut avoir besoin de retourner sur les marchés internationaux pour emprunter ; il ne peut le faire dans de bonnes conditions que s'il améliore certains ratios économiques, dont notamment le déficit budgétaire. Moyennant quoi la relance dont certains parlent ne ferait en réalité qu'aggraver non seulement le déficit budgétaire, mais aussi le déficit courant, puisque la moitié pratiquement de la demande intérieure est aujourd'hui satisfaite par des importations.



Sources : Finances.gov.ma et la Vie Economique du 02/12/2013 (texte adapté)

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

DOCUMENT 8 : Commerce extérieur au Maroc : offre peu compétitive

Le contexte économique européen défavorable explique en partie la faible évolution des exportations marocaines, puisque l'Europe absorbe en moyenne 60 % de ces exportations. Par ailleurs, cette évolution découle de facteurs structurels étant donné que l'offre marocaine est constituée de produits à faible valeur ajoutée, pour lesquels l'industrie marocaine n'est pas compétitive. En effet, la structure des exportations marocaines dévoile une spécialisation dans des produits à faible contenu technologique. Entre 2007 et 2013, le Maroc a exporté principalement des produits d'origine minérale bruts et semi-finis (phosphate, zinc…), de l'habillement, des produits agroalimentaires (produits de la mer, agrumes).

Indicateurs du commerce extérieur de biens au Maroc (valeurs en milliards de DH)

Indicateurs / Années	2010	2011	2012	2013
Exportations FOB	150	175	185	183
Importations CAF	298	358	387	379
Taux d'ouverture en % (xi) **(Taux d'ouverture = ((X+M)/2)x 100)**	29,3	33,2	34,5	32,1
Déficit commercial (yi)	148	183	202	196

Remarque : Pour le taux d'ouverture, il s'agit des importations et des exportations de biens.

Sources : Office des changes et Les Echos.fr du 08/ 01/2014

TRAVAIL A FAIRE : **12,50 points**

N°	QUESTIONS	BAREME
6	**Voir l'annexe 2** : Précisez la bonne réponse en indiquant ses coordonnées sur votre copie.	1 pt
7	En vous référant au **document 5** : a. Relevez une cause du ralentissement des crédits bancaires au Maroc en 2013 ; b. Montrez l'impact éventuel de ce ralentissement sur l'évolution de l'agrégat monétaire M3 ; c. Dégagez un objectif intermédiaire de la politique monétaire au Maroc.	0,50 pt 0,50 pt 0,50 pt
8	Sur la base du **document 6**, relevez en illustrant deux instruments de politique monétaire.	1 pt
9	A partir du **document 7** : a. Lisez le taux en gras encadré du graphe ; b. Relevez trois mesures illustrant la rigueur du budget 2014 ; c. Précisez un effet négatif pour chacune de ces mesures ; d. Dégagez en expliquant une limite de la politique budgétaire de relance.	0,50 pt 0,75 pt 0,75 pt 0,75 pt
10	Sur la base **du document 8 :** a. a1. Expliquez le déficit commercial chronique à partir des données du tableau ; a2. Caractérisez les exportations marocaines (trois éléments); b. Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire y= ax + b, (méthode développée), sachant que **:** xi **:** taux d'ouverture ; yi = déficit commercial ; $\sum xiyi = 23\,672{,}6$ **;** $\sum xi^2 = 4\,181{,}39$; $\bar{x} = 32{,}27$; $\bar{y} = 182{,}25$ c- Sur la base du signe de **a** , montrez que le Maroc ne profite pas de son ouverture au niveau de son solde commercial.	0,25 pt 0,75 pt 1,50 pt 0,75 pt

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

11	**Question de synthèse** : (Exploitez le dossier 2, vos réponses et connaissances acquises). Etant donné le niveau du déficit budgétaire au Maroc, le choix entre des mesures de rigueur et de relance budgétaire s'avère difficile. Le projet de loi des finances 2014 semble s'orienter plus vers la rigueur. Après avoir présenté les mesures de rigueur budgétaires prévues dans le projet de la loi des finances 2014, ainsi que leurs effets négatifs ; montrez qu'un budget de relance impacterait aussi négativement l'économie marocaine. Pour ce faire, il est recommandé de suivre le plan suivant : **Introduction** **Développement** I- Les mesures de rigueur budgétaires du projet de loi des finances 2014 et leurs effets négatifs sur l'économie marocaine. (Deux mesures et deux effets) II- Les effets négatifs d'un budget de relance sur l'économie marocaine. (2 effets) **Conclusion.**	3 pts

0,5 pt pour la présentation

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع

Madarisy.com : مصدر هدا الملف هو موقع مدارسي

ANNEXES

ANNEXE 1 :

1- Au Maroc, le Produit Intérieur Brut est la somme des valeurs ajoutées réalisées par les agents économiques :
a. Résidents marocains;
b. Résidents (marocains + étrangers) ;
c. Marocains (résidents et non-résidents) ;
d. Marocains (résidents et non résidents) et étrangers résidents.

2- L'oligopole est un régime de marché où il y a rencontre entre :
a. Une multitude d'offreurs et plusieurs demandeurs ;
b. Un seul offreur et quelques demandeurs ;
c. Quelques offreurs et plusieurs demandeurs;
d. Plusieurs offreurs et quelques demandeurs.

3- L'inflation désigne :
a. Une hausse généralisée, continue et auto- entretenue des prix des produits alimentaires ;
b. Une hausse généralisée, continue et auto- entretenue des prix à la consommation ;
c. Une hausse saisonnière des prix à la consommation ;
d. Une hausse continue et généralisée des prix à la consommation et à la production.

4- Le taux de chômage des citadins (milieu urbain) mesure :
a. La part des chômeurs urbains dans la population active totale ;
b. La part des chômeurs urbains dans la population active urbaine ;
c. La part des chômeurs urbains dans la population totale ;
d. La part des chômeurs urbains dans la population active en chômage.

ANNEXE 2 :

5- L'agrégat monétaire M1 est la somme de :
a. Billets de banque et pièces de monnaie ;
b. Monnaie fiduciaire et placements à vue ;
c. Billets de banque et dépôts à vue ;
d. Monnaie fiduciaire et monnaie scripturale.

6- Les termes de l'échange réels expriment :
a. La différence entre le prix moyen des exportations et le prix moyen des importations ;
b. Le rapport entre le prix moyen des exportations et le prix moyen des importations ;
c. La différence entre le prix moyen des matières premières et celui des produits manufacturés ;
d. Le rapport entre le solde de la balance commerciale et les exportations.

7- La modification officielle à la baisse de la parité de la monnaie nationale par rapport à une ou plusieurs devises, signifie:
a. Appréciation ;
b. Réévaluation ;
c. Dévaluation ;
d. Dépréciation.

8- La balance des invisibles est :
a. La balance des biens et des services ;
b. La balance des services, des revenus et des capitaux ;
c. La balance des services, des revenus et des transferts courants ;
d. La balance des transferts courants et des capitaux.

Madarisy.com : للحصول على المزيد قم بزيارة الموقع